

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

JEUDI 02 DÉCEMBRE 2010

Après-midi

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 02 DECEMBER 2010

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 19 par M. André Flahaut, président.

Le **président**: Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Devoirs de mandat: Elio Di Rupo, Caroline Gennez
Congé de maternité: Kristien Van Vaerenbergh
En mission: Jean-Marc Delizée, Patrick Moriau
En mission à l'étranger: Dirk Van der Maelen

Gouvernement fédéral

Yves Leterme, premier ministre, chargé de la Coordination de la politique de migration et d'asile: en mission à l'étranger
Laurette Onkelinx, vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale: devoirs de mandat
Annemie Turtelboom, ministre de l'Intérieur: Conseil européen Intérieur et Justice
Etienne Schouppe, secrétaire d'État à la Mobilité: Conseil européen Transport

Proposition de loi

01 Proposition de loi modifiant la loi du 2 juillet 2010 modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ainsi que la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique, et portant des dispositions diverses (477/1-3)

Proposition déposée par:

Damien Thiéry, Hendrik Bogaert, Guy Coëme, Herman De Croo, Catherine Fonck.

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

01.01 **Guy Coëme**, rapporteur: Tout d'abord, M. Thiéry a rappelé en commission que la loi du 2 juillet 2010 modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers vise à réformer l'architecture de contrôle du secteur bancaire et financier.

Ce texte prévoit le transfert à la Banque nationale de Belgique (BNB) des compétences de contrôle prudentiel exercées actuellement par la Commission bancaire, financière et des assurances (CBFA). Il a

indiqué que la présente proposition de loi avait pour objet de prolonger au 31 mars 2011 la période durant laquelle le Roi est habilité à prendre les arrêtés de pouvoirs spéciaux nécessaires à la mise en œuvre de cette réforme.

La proposition de loi vise en outre à maintenir le Comité des risques et établissements financiers systémiques (CREFS) jusqu'à l'entrée en vigueur desdits arrêtés à prendre.

Au cours de la discussion, ont pris la parole M. Goyvaerts, Mme Gerkens, M. Bogaert et votre serviteur. Ces interventions ont porté principalement sur le regret du retard dans la mise en application de ces dispositions ainsi que l'absence de nouvelles structures de contrôle.

La proposition de loi, après quelques corrections d'ordre légistique, a été adoptée par 12 voix contre 1.

Mon rapport étant terminé, je voudrais intervenir en tant que représentant du groupe PS.

La crise financière que nous connaissons n'est pas tombée du ciel. Elle est le résultat de comportements cupides, dangereux et opaques d'apprentis banquiers qui ont déconnecté la finance de l'économie réelle. Si les coupables sont bien identifiés, il ne faut pas oublier ceux qui auraient dû surveiller, prévenir et interdire, et qui se sont fait avoir. C'est un des enseignements que nous avons tiré du travail important d'analyse mené par la Chambre et le Sénat. Il faut renforcer, voire repenser le contrôle.

Dès le lendemain de la crise, nous avons plaidé pour repenser le contrôle sur le modèle *Twin Peaks*. Nous nous félicitons donc du choix du gouvernement de transférer le contrôle prudentiel à la BNB. Nous avons également mis sur la table le renforcement de la protection des consommateurs de services financiers.

En effet, les grands perdants de la crise ne sont pas les banques mais leurs clients et les épargnants. Nous avons donc proposé de créer une agence de protection des consommateurs de services financiers. La CBFA pourrait remplir cette mission. Nous étions sur la bonne voie, mais la chute du gouvernement a stoppé ces perspectives. C'est l'occasion pour le Parlement de reprendre la main. En attendant, mon groupe soutiendra cette proposition de loi

01.02 Damien Thiéry (MR): Cette proposition de loi doit prolonger la période durant laquelle le Roi est habilité à prendre les arrêtés de pouvoirs spéciaux nécessaires à la mise en œuvre de la réforme de l'architecture de contrôle du secteur bancaire et financier.

Cette proposition vise à maintenir le Comité des risques et établissements financiers systémiques (CREFS) jusqu'à l'entrée en vigueur des arrêtés.

La philosophie actuelle de la loi, qui veut que le CREFS cesse d'exister à la date d'expiration des pouvoirs spéciaux lorsque le Roi n'en fait pas usage, reste maintenue. Le CREFS a été constitué pour une phase transitoire, devant être suivie par une intégration, dans le giron de la BNB, des compétences de la CBFA en matière de contrôle prudentiel (modèle *Twin Peaks*).

Je remercie les cosignataires de cette proposition de loi, qui ont compris l'urgence de cette démarche.

01.03 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Il n'y a pas si longtemps, trois propositions de loi sur la réforme du contrôle du secteur bancaire ont été examinées ici, en séance plénière. Tout le monde s'est accordé pour dire qu'une réforme profonde de ce contrôle s'imposait, surtout après les discussions relatives à la CBFA. Le contrôle, mais également le système même, devaient être réformés en profondeur. Le contrôle se limite en effet au traitement des symptômes, alors que le système proprement dit permet aux pyromanes d'embraser l'ensemble du secteur. C'est à ces pyromanes et spéculateurs, qui ont causé une crise financière et économique mondiale, qu'il fallait s'attaquer. Le ministre compétent, M. Reynders, a affirmé à l'époque que

nous ne nous situons que dans une phase transitoire et que des aménagements seraient encore apportés.

Il s'avère à présent que le véhicule inutile et superflu qu'est le Comité des risques et établissements financiers systémiques (CREFS) – que nous avons approuvé à l'époque – est appelé à une plus longue vie, et que nous devons voter aujourd'hui sa prolongation. Tout le monde a pourtant compris que nous pouvions adopter le modèle *Twin Peaks* et prévoir une redistribution du contrôle entre la Banque nationale et la CBFA. Nous devons aujourd'hui maintenir le CREFS en raison de l'immobilisme du gouvernement.

Bien que chaque citoyen ait dû se serrer la ceinture pour aider à mettre fin à la crise financière, les instigateurs de cette crise pourront à nouveau agir comme bon leur semble. À l'heure actuelle, les spéculateurs peuvent à nouveau se retourner contre nous. Il s'agit là d'une situation kafkaïenne: il n'existe aucun contrôle et aucune adaptation de fond n'a été effectuée. Un gouvernement qui entre-temps est déjà plus longtemps en affaires courantes qu'il n'a gouverné, n'est même plus en mesure de lutter contre les symptômes. Il doit à présent demander l'aide du Parlement pour sauver le CREFS. Quand prendra-t-on des mesures pour reformer le secteur en profondeur et pour lutter contre la spéculation?

M. Coëme propose d'adapter le système. Son parti fait partie de la majorité. Qu'est-ce qui l'empêche d'agir? On évoque les leçons qui ont été tirées mais aucune suite n'y est réservée. C'est la raison pour laquelle nous devons à présent voter deux choses: la prolongation des arrêtés spéciaux d'autorisations qui ont été données au Roi et le maintien du CREFS.

Nous n'avons pas d'autre choix; d'ailleurs, cette option nous est dictée par le bon sens. Si nous ne l'approuvons pas, il ne restera rien. Nous devons éviter de laisser empirer la situation.

Les citoyens sont inquiets de l'évolution du monde bancaire, car il semble que rien n'a changé. Certains proposent même de retirer un maximum d'argent des comptes en banque. Cette solution n'est assurément pas la plus judicieuse mais elle prouve que les citoyens sont écœurés de voir des enfants mourir dans le monde entier, surtout en Afrique, à cause du système de la spéculation. Or nous autorisons encore ce système et nous n'avons pas eu le courage de l'éradiquer au printemps dernier. Nous nous sommes contentés de lutter contre les symptômes, et même ce combat n'a pas été couronné de succès. Rien n'a changé.

Nous réagissons aussi trop facilement à l'inquiétude des citoyens en avançant l'argument que les banques sont encore en train de se remettre et que nous ne pouvons pas prendre de mesures à la légère. Où est dès lors l'urgence? Nous connaissons quand même les effets concrets des spéculations, pas seulement pour notre pays mais aussi à l'échelle internationale?

01.04 Herman De Croo (Open Vld): La prolongation est de courte durée et nous ne pouvons hélas pas y échapper. Toutefois, il ne faut pas en exagérer l'importance ou la portée.

01.05 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Nous avons négligé d'accomplir notre devoir. L'opposition n'a pas manqué de souligner ce point, mais en vain. Aujourd'hui, nous ne pouvons qu'adopter la prorogation. Le Parlement est au creux de la vague, il arrive à peine à contrôler le gouvernement chargé des affaires courantes.

01.06 Patrick Dewael (Open Vld): Depuis les élections de juin, l'ensemble du pays attend la formation d'un gouvernement. Le parti de Mme Almaci participe aux négociations. Elle parle de nécessité urgente à propos de la formation d'un gouvernement. Nous acquiesçons. Quel élément l'empêche de négocier assidûment et, ainsi, de former un gouvernement dans les meilleurs délais?

01.07 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Nous ne participons pas aux négociations sur la formation d'un gouvernement, nous cherchons à sortir de l'impasse communautaire. La majorité aurait parfaitement pu faire porter à l'ordre du jour les propositions de loi déposées mais elle a préféré une solution intermédiaire superflue.

01.08 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Mme Almaci affirme qu'elle participe aux négociations institutionnelles. Je lis aujourd'hui dans la presse qu'un deuxième chantier a été ouvert sur le plan de l'asile et des migrations. Qui retient Mme Almaci d'entamer un troisième chantier sur le secteur bancaire?

01.09 Patrick Dewael (Open Vld): L'Open Vld tire les enseignements démocratiques de sa défaite électorale. Reste à savoir si les verts appliquent le même principe. Ecolo est présent à la table des négociations alors qu'il a perdu la moitié de ses électeurs. De plus, nous ne sommes pas candidats au gouvernement, même si nous avons toujours proposé notre aide pour débloquer le dossier communautaire. Nous ne sommes dès lors pas que des spectateurs, même si certains estiment manifestement que nous ne pouvons apporter aucune plus-value. Par ailleurs, M. Deleuze confirme la thèse selon laquelle Ecolo-Groen! n'évoque que la réforme de l'État dans le cadre des négociations. La formation du gouvernement ne repose dès lors que sur les initiatives de cinq partis.

(En français) Cela signifie que vous n'êtes pas candidats pour entrer dans un gouvernement, monsieur Deleuze! Vous n'êtes candidat que pour essayer de débloquer une réforme de l'État.

01.10 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): Selon M. Dewael, on peut perdre 50 % des voix et maintenir le nombre de ses députés? Il faudra qu'il m'explique!

Les écologistes participent à la discussion pour chercher une majorité des deux tiers en vue d'une réforme des institutions en Belgique.

01.11 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): M. Dewael me confond avec le premier ministre, le formateur, l'informateur ou le médiateur. Nous collaborons dans un esprit constructif comme nous l'avons toujours fait. Cela n'empêche que nous avons le droit de protester contre ce projet qui maintient un instrument superflu. Nous devons adopter une prolongation parce que le gouvernement n'a pris aucune mesure. Il est désolant que nous devons voter une prolongation parce qu'il n'existe aucune autre solution.

Je comprends que cela gêne M. Dewael mais j'espère qu'il proclamera avec nous le message que cela suffit maintenant. Les spéculateurs se retournent contre n'importe qui. Nous aurions pu agir depuis longtemps déjà et c'est le seul message que je lance aujourd'hui. *(Applaudissements sur les bancs d'Ecolo-Groen!)*

01.12 Joseph George (cdH): La crise financière récente a été l'une des plus graves de ces cinquante dernières années. Une de ses leçons était qu'il fallait revoir le système de contrôle et de régulation tant au niveau belge qu'européen. Le gouvernement a donc mis en place un modèle *Twin Peaks*, avec le renforcement du contrôle de nos institutions systémiques et le transfert de celui-ci vers la Banque nationale.

Une mesure transitoire fut prévue: la constitution du Comité des risques et établissements financiers systémiques (CREFS), jusqu'en décembre. Notre proposition de loi vise à prolonger cette période jusqu'en mars, car on ne passe pas d'un système à un autre du jour au lendemain.

La finance doit rester au service de l'économie.

Derrière les spéculateurs, il y a la cupidité. Au sommet du G20, on a décidé de contrôler les fonds d'investissement plus strictement mais rien n'a encore été concrétisé. Un passeport européen devrait être imposé aux gestionnaires de fonds. Il faudra aussi faire face aux *short sellings* (ventes à découvert) et prendre des mesures pour les transactions.

Il faut aussi revoir les systèmes de gouvernance de nos institutions bancaires.

Enfin, il faut tenir compte de l'évolution des mentalités. Certains ont fait croire que l'on pouvait se passer des États et que les marchés pouvaient s'autoréguler. Or ce sont les pouvoirs publics qui ont dû intervenir pour régler cette crise!

Le chemin à parcourir est encore long. Mais le vote de cette proposition est indispensable. Il faut, dans le secteur financier comme dans les autres, des règles et des arbitres. *(Applaudissements)*

01.13 Hendrik Bogaert (CD&V): Nous soutiendrons le projet. Il s'inscrit dans la logique de la décision de transférer des compétences de la CBFA à la Banque nationale. La crise bancaire a fait apparaître, en effet, que l'information était fragmentée entre ces deux institutions et qu'on ignorait des éléments capitaux. C'est pourquoi il était normal de centraliser les compétences à la Banque nationale. C'était impossible à réaliser en une seule phase et c'est pourquoi les compétences sont maintenues auprès du CREFS.

Tout comme Mme Almaci, je déplore la lenteur excessive du processus. Notre architecture financière n'est absolument pas conforme aux exigences et nous avons dégringolé du sommet à la fin du peloton européen. Il n'y a pas grand-chose de plus à faire que gagner du temps. C'est regrettable mais cela n'aurait pas été le cas sans le conflit entre le PS et le MR au sujet d'une nomination. Nous déplorons que les choses n'aillent pas plus vite. *(Applaudissements sur les bancs du CD&V)*

01.14 Hans Bonte (sp.a): Quel triste discours pour un orateur de la majorité. Le contrôle dans notre pays est parmi les pires au niveau européen. L'essentiel n'est pas de savoir qui contrôle les banques mais de savoir comment elles sont contrôlées. Il est grave que deux ans après l'éclatement de la crise financière, on ne soit encore nulle part. Il s'agit d'une responsabilité du gouvernement qui semble toutefois subordonner la question à une nomination.

La crise financière a coûté aux Belges 20 milliards d'euros et c'est à peu près le montant que le gouvernement suivant devra économiser.

01.15 Hendrik Bogaert (CD&V): Il est exact que l'on a investi dans les banques 20 milliards d'euros provenant de moyens collectifs. Il ne faut néanmoins pas considérer qu'il s'agit d'argent perdu. Le but est que cet argent soit reversé. C'était un bon investissement.

01.16 Hans Bonte (sp.a): Nous avons plaidé pour d'autres interventions mais ce montant n'est effectivement pas perdu. Il est du même ordre que le montant à assainir par le prochain gouvernement.

Un juge a condamné hier Citibank pour avoir trompé ses clients, condamnant ainsi la banque, mais également l'inefficacité du contrôle sur les banques.

Nous disposons d'instruments pour protéger les consommateurs contre la publicité trompeuse. L'Inspection économique a fourni de l'excellent travail dans cette affaire mais la CBFA n'a pas joué son rôle de chien de garde. J'ai mentionné à plusieurs reprises les moyens d'action de la CBFA, parce que des infractions à la loi sur les pratiques du commerce, notamment, ont été constatées. Aujourd'hui, les tribunaux ont clairement pris la mesure des défaillances de notre contrôle bancaire. Il est particulièrement irritant de devoir accorder ici un sursis au gouvernement pour arranger plus ou moins les choses.

01.17 Patrick Dewael (Open Vld): M. Bonte va trop loin lorsqu'il affirme que l'économie de 20 milliards à consentir par le gouvernement d'affaires courantes résulterait exclusivement du sauvetage des banques. L'apport effectué au sein des banques était à ce moment-là indispensable et reposait sur un large consensus social et politique. Regardez ce qui s'est passé dans d'autres pays et les conséquences qui en ont découlé pour leurs finances publiques: je songe à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne, des pays qui sont tous dirigés par des congénères socialistes de M. Bonte. En ce qui concerne le sauvetage des banques, le gouvernement a dûment pris ses responsabilités. Et l'opération d'assainissement budgétaire à venir est bien plus complexe que cela.

01.18 Hans Bonte (sp.a): Que M. Dewael écoute bien mes propos. Je viens de confirmer à M. Bogaert l'absence de lien avec les 20 milliards investis dans les banques par les pouvoirs publics.

Ensuite, il reste encore la question des responsabilités politiques. Cette assemblée, ainsi que l'Inspection économique, les services de M. Van Quickenborne, ont signalé à plusieurs reprises que Citibank dupait ses clients. Qu'est-ce qui empêche la CBFA de prendre ses responsabilités à présent que Citibank a effectivement été condamnée?

N'est-il pas étonnant que le gouvernement refuse de se constituer partie civile alors que Citibank a déjà comparu devant le juge pour la troisième fois consécutive?

Au cours des derniers mois, le ministre de la Justice et moi avons procédé à plusieurs échanges de vues au sujet de l'importance des actions de groupe (*class actions*). Le ministre a déclaré – comme le ministre de la Protection de la consommation et le ministre pour l'Entreprise – qu'il s'efforcera de boucler ce dossier avant la fin du procès. Le gouvernement s'était engagé à ce que chaque épargnant puisse compter sur le soutien du gouvernement fédéral, lequel se porterait garant de la sauvegarde du moindre eurocentime d'épargne. Hier, Citibank a été condamnée: 63 parties civiles ont obtenu gain de cause mais les 4 037 autres ont dû se résigner à accepter un accord de transaction les condamnant à ne récupérer que 65 % de leur épargne.

01.19 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Ne faut-il pas être deux pour conclure une transaction?

01.20 Hans Bonte (sp.a): Oui, mais les personnes qui avaient investi leur épargne dans des produits toxiques de Lehman Brothers ont eu 24 heures pour se prononcer sur une offre portant sur un accord de transaction jusqu'à concurrence de 65 %. Aussi une très large majorité de ces personnes a-t-elle fait le choix de ne pas lâcher la proie pour l'ombre, notamment parce que le gouvernement fédéral n'a pas soutenu à 100 % la demande des services d'inspection. J'en veux d'ailleurs au gouvernement d'avoir adopté cette attitude.

01.21 Raf Terwingen (CD&V): J'ai assisté un certain nombre de parties lors de la transaction. Ces personnes ont fait un choix tout à fait conscient. Prétendre qu'ils l'ont fait parce que le gouvernement restait en défaut relève du populisme à l'état pur. (*Applaudissements sur les bancs du CD&V et de l'Open Vld*)

01.22 Hans Bonte (sp.a): Le populisme à l'état pur, c'est un premier ministre qui en pleine crise financière, vient déclarer qu'il a lui-même été dupé par Citibank et qu'il veillera à ce que tout épargnant récupère l'argent qu'il a investi dans ces produits! M. Reynders s'est engagé à demander une étude approfondie à la CBFA mais celle-ci n'est jamais intervenue. L'engagement des ministres de la Justice et pour l'Entreprise d'intenter une action de groupe n'a jamais été respecté parce que le gouvernement n'a pas réussi à se mettre d'accord sur la formule précise.

Si Citibank avait un peu de respect pour l'État de droit et pour ses clients dupés, elle verserait elle-même les indemnités supplémentaires aux personnes qui ont conclu une transaction. (*Applaudissements sur les bancs du sp.a*)

01.23 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Ces propos me déçoivent car, en l'occurrence, des félicitations seraient davantage appropriées. En effet, la Belgique est l'unique pays à avoir poursuivi Citibank devant les tribunaux, une procédure dans laquelle un jugement a été prononcé après un an. Il est inacceptable que, dans cette affaire, M. Bonte s'engage sur la voie du populisme au détriment de personnes qui ont déjà bien assez souffert. (*Applaudissements sur les bancs de l'Open Vld*)

01.24 Hans Bonte (sp.a): Dans ce dossier, j'éprouve le plus grand respect pour l'Inspection économique. Toutefois, je ne comprends pas pourquoi la CBFA n'intervient pas alors que l'Inspection économique lui donne raison pour la troisième fois. Mme Rutten doit interpeller le premier ministre pour que cette question soit impérativement abordée au niveau européen. En effet, les produits Lehman Brothers ont été écoulés très précisément selon le même *modus operandi* notamment en Espagne, en Allemagne et en Grande-Bretagne.

Le **président**: La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (477/3)

La proposition de loi compte 5 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 5 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

02 Comité P - Nomination des membres suppléants - Candidatures introduites

Conformément à la décision de la séance plénière du 14 octobre 2010, un appel aux candidats pour la nomination des membres suppléants du Comité P a été publié au *Moniteur belge* du 27 octobre 2010.

La loi prévoit deux suppléants par membre effectif. Dès lors que le Comité est composé de cinq membres effectifs, dix membres suppléants doivent être nommés. La Chambre doit nommer un premier et un second suppléant par membre effectif.

Les membres suppléants sont nommés pour un terme de six ans renouvelable, qui prend cours à partir de la prestation de serment du membre effectif dont ils assurent la suppléance.

Le membre effectif dont le mandat prend fin avant l'expiration du terme de six ans est remplacé, pour un nouveau terme de six ans, par son premier suppléant et, si celui-ci y renonce, par son second suppléant.

Les candidatures devaient être introduites au plus tard le mercredi 10 novembre 2010.

Les candidatures suivantes ont été introduites dans le délai prescrit:

Candidatures néerlandophones:

- M. Koenraad Dassen, représentant adjoint auprès de la délégation belge du Comité politique de sécurité;
- M. Peter De Smet, membre effectif du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité;
- Mme Johanna Erard, substitut procureur général auprès de la cour d'appel de Gand;
- M. Yves Keppens, procureur du Roi auprès du tribunal de première instance de Furnes;
- M. Christian Lambin, commissaire principal de police;
- Mme Marleen Nuyts, magistrat fédéral;
- Mme Dominique Reyniers, premier substitut procureur du Roi, Anvers;
- M. Dirk Van Der Kelen, président du tribunal de première instance de Termonde

Candidatures francophones:

- M. Antonio Caci, président du comité stratégique de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire;
- M. Stéphane Davreux, directeur régional des maisons de justice;
- M. Serge Lipszyc, procureur du Roi auprès du tribunal de première instance d'Arlon;
- M. Olivier Mazy, membre du personnel du Comité P;
- M. Philippe Meire, magistrat fédéral.

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 1^{er} décembre 2010, je vous propose de procéder aux scrutins en vue de la désignation des membres suppléants du Comité permanent de contrôle des services de police au cours de la séance plénière du jeudi 16 décembre 2010.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Le curriculum vitae des candidats sera transmis aux groupes politiques.

03 Retrait d'une proposition de loi

Mme Sarah Smeyers, M. Siegfried Bracke, Mmes Kristien Van Vaerenbergh et Sophie De Wit et M. Theo Francken font savoir qu'ils retirent leur proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne le partenariat de complaisance (n° 725/1).

04 Prise en considération de propositions

Vous avez pris connaissance dans l'ordre du jour qui vous a été distribué de la liste des propositions dont la prise en considération est demandée.

S'il n'y a pas d'observations à ce sujet, je considérerai la prise en considération comme acquise et je renvoie les propositions aux commissions compétentes conformément au Règlement.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Je vous propose également de prendre en considération:

- la proposition de loi de M. André Frédéric, Mmes Karine Lalieux et Linda Musin, MM. Thierry Giet et Rachid Madrane et Mmes Valérie Déom et Özlem Özen portant modification du Code de la Nationalité belge (n° 742/1);

- la proposition de loi de Mmes Sabien Lahaye-Battheu et Carina Van Cauter et M. Patrick Dewael modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparution personnelle et la tentative de conciliation en cas de divorce (n° 756/1).

Renvoi à la commission de la Justice;

- la proposition de loi de Mmes Maya Detiège et Myriam Vanlerberghe, M. Hans Bonte, Mme Ann Vanheste et M. Bruno Tobback généralisant le régime du tiers payant (n° 746/1);

- la proposition de loi de Mme Sonja Becq, M. Stefaan Vercamer et Mme Nahima Lanjri instaurant un statut spécifique de travailleur salarié à part entière pour les accueillants conventionnés (n° 751/1).

Renvoi à la commission des Affaires sociales;

- la proposition de loi de M. Thierry Giet, Mmes Catherine Fonck et Özlem Özen, M. Rachid Madrane, Mme Valérie Déom et M. Yvan Mayeur modifiant, en ce qui concerne les astreintes, la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers (n° 755/1).

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société;

- la proposition de loi de Mme Catherine Fonck et M. Christian Brotcorne sur l'exercice de la liberté d'aller et venir sur la voie publique (n° 754/1);

- la proposition de loi de M. Denis Ducarme, Mme Jacqueline Galant, M. Daniel Bacquelaine, Mme Marie-Christine Marghem et M. Damien Thiéry modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de modifier les conditions du regroupement familial pour les ressortissants de pays non membres de l'Union européenne (n° 757/1).

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Vote nominatif

05 Proposition de loi modifiant la loi du 2 juillet 2010 modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ainsi que la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, et portant des dispositions diverses (477/3)

(Stemming/vote 1)		
Ja	94	Oui
Nee	11	Non
Onthoudingen	23	Abstentions
Totaal	128	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

(*Mme Sarah Smeyers a voté oui*)

La séance est levée à 15 h 22. La Chambre s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure.

De vergadering wordt geopend om 14.19 uur en voorgezeten door de heer André Flahaut.

De **voorzitter**: Een reeks mededelingen en besluiten moet ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering

opgenomen.

Berichten van verhindering

Ambtsplicht: Elio Di Rupo, Caroline Gennez
Zwangerschapsverlof: Kristien Van Vaerenbergh
Met zending: Jean-Marc Delizée, Patrick Moriau
Met zending buitenslands: Dirk Van der Maelen

Federale regering

Yves Leterme, eerste minister, belast met de Coördinatie van het migratie- en asielbeleid: met zending buitenslands
Laurette Onkelinx, vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie: ambtsplicht
Annemie Turtelboom, minister van Binnenlandse Zaken: Europese Raad Binnenlandse Zaken en Justitie
Etienne Schouppe, staatssecretaris voor Mobiliteit: Europese Raad Transport

Wetsvoorstel

01 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 juli 2010 tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, en houdende diverse bepalingen (477/1-3)

Voorstel ingediend door:

Damien Thiéry, Hendrik Bogaert, Guy Coëme, Herman De Croo, Catherine Fonck.

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

01.01 Guy Coëme, rapporteur: De heer Thiéry herinnerde er in de commissie allereerst aan dat de wet van 2 juli 2010 tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten tot doel heeft de toezichtsarchitectuur voor de banksector en de financiële sector te hervormen.

Deze tekst voorziet in de overheveling van de bevoegdheden inzake prudentiële controle, die momenteel door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen worden uitgeoefend, naar de Nationale Bank van België (NBB). De heer Thiéry gaf aan dat dit wetsvoorstel ertoe strekt de termijn waarbinnen de Koning gemachtigd is de bijzonderemachtenbesluiten uit te vaardigen die noodzakelijk zijn om die hervorming ten uitvoer te leggen, tot 31 maart 2011 te verlengen.

Bovendien strekt het wetsvoorstel ertoe het Comité voor systeemrisico's en systeemrelevante financiële instellingen (CSRSFI) in stand te houden tot de inwerkingtreding van de besluiten die moeten worden uitgevaardigd.

Tijdens de bespreking hebben de heer Goyvaerts, mevrouw Gerkens, de heer Bogaert en uw dienaar het woord genomen. Alle sprekers betreurden dat de tenuitvoerlegging van de bepalingen op zich heeft laten wachten en dat nieuwe controlestructuren ontbreken.

Na enkele wetgevingstechnische verbeteringen werd het wetsvoorstel met twaalf tegen een stemmen aangenomen.

Tot zover mijn verslag; nu wens ik het woord te nemen als vertegenwoordiger van de PS-fractie.

De huidige financiële crisis is niet uit de lucht komen vallen. Ze is het resultaat van de hebzucht en de riskante en ondoorzichtige handelwijze van onervaren bankiers die het geldwezen loskoppelden van de reële economie. Het is duidelijk wie de schuldigen waren, maar men mag degenen die toezicht hadden moeten houden, de alarmbel hadden moeten luiden en grenzen hadden moeten trekken, en die uiteindelijk ook zelf het schip ingingen, niet vergeten. Dat is een van de lessen die we getrokken hebben uit de grondige analyse van de Kamer en de Senaat. Het toezicht moet verscherpt of anders vormgegeven worden.

Meteen na de eerste schokgolf van de crisis hebben wij ervoor gepleit om het toezicht te herzien en op de leest te schoeien van het *twin peaks*-model. We zijn dus verheugd over de keuze van de regering om het prudentieel toezicht bij de Nationale Bank van België onder te brengen. Daarnaast hebben we voorstellen gedaan om de consumenten van financiële diensten beter te beschermen.

De grote verliezers van de crisis zijn immers niet de banken, maar hun cliënten en de spaarders. Daarom hebben we voorgesteld een agentschap ter bescherming van de consumenten van financiële diensten op te richten. De CBFA zou die rol kunnen vervullen. We waren op de goede weg, maar door de val van de regering werden die plannen in de ijskast gezet. Dit is een kans voor het Parlement om het initiatief over te nemen. In afwachting zal mijn fractie dit wetsvoorstel steunen.

01.02 Damien Thiéry (MR): Dit wetsvoorstel strekt ertoe de termijn te verlengen waarbinnen de Koning gemachtigd is de bijzonderemachtenbesluiten uit te vaardigen die noodzakelijk zijn om de hervorming van de toezichtsarchitectuur voor de banksector en de financiële sector ten uitvoer te leggen.

Dit wetsvoorstel strekt ertoe het Comité voor systeemrisico's en systeemrelevante financiële instellingen (CSRSFI) in stand te houden tot de inwerkingtreding van de besluiten.

De huidige strekking van de wet, die bepaalt dat het CSRSFI ophoudt te bestaan op het ogenblik dat de bijzondere machten verstrijken indien de Koning er geen gebruik van heeft gemaakt, blijft behouden. Het CSRSFI werd opgericht met het oog op een overgangsfase, waarna de bevoegdheden van de CBFA inzake het prudentieel toezicht zullen worden ondergebracht bij de NBB (het zogenoemde *twin peaks*-model).

Ik dank de medeondertekenaars van dit wetsvoorstel, die inzagen hoe dringend deze ingreep is.

01.03 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Nog niet zo lang geleden werden hier drie wetsvoorstellen over de hervorming van het toezicht op de banksector besproken. Iedereen ging ermee akkoord dat het toezicht ten gronde moest worden hervormd, zeker na de discussies over de CBFA. Niet alleen het toezicht, maar het systeem zelf moest ten gronde worden gewijzigd. Het toezicht beperkt zich immers tot symptoombestrijding, terwijl het systeem zelf toelaat dat pyromanen de hele sector in vlammen doen opgaan. Het zijn deze pyromanen of speculanten die moesten worden aangepakt. Zij veroorzaakten een wereldwijde financiële en economische crisis. De bevoegde minister, de heer Reynders, zei toen dat we slechts in een transitiefase zaten en dat een en ander nog zou worden bijgeschaafd.

Nu blijkt echter dat we het overbodige, nutteloze vehikel – het Comité voor systeemrisico's en systeemrelevante financiële instellingen (CSRSFI) – dat we toen goedkeurden, nu toch een langer leven beschoren is en dat we vandaag moeten stemmen over de verlenging ervan. Nochtans zag iedereen in dat we perfect konden overgaan naar het *twin peaks*-model waarbij het toezicht werd herverdeeld tussen de Nationale Bank en de CBFA. Wij moeten nu het CSRSFI in stand houden omdat de regering stil bleef zitten.

Hoewel elke burger moest inleveren om de financiële brand te helpen blussen, kunnen de pyromanen opnieuw hun gang gaan. De speculanten kunnen zich vandaag opnieuw tegen ons keren. Dit is kafkaïaans: er is geen controle en er is geen aanpassing ten gronde. Een regering die ondertussen al langer in lopende zaken is dan ze ooit heeft geregeerd, kan zelfs niet meer aan symptoombestrijding doen. Zij moet nu hulp vragen aan het Parlement om het CSRSFI op de been te houden. Waar blijven de maatregelen om de sector ten gronde te hervormen, om de speculatie aan te pakken?

De heer Coëme stelt voor het model aan te passen. Zijn partij zit in de meerderheid. Wat belet haar om iets

te doen? Men heeft het hier wel over de lessen die men heeft geleerd, maar er wordt daaraan geen enkel gevolg gegeven. Daarom moeten wij nu stemmen over twee zaken: het verlengen van de bijzondere machtigingsbesluiten die aan de Koning gegeven zijn en het instandhouden van het CSRSFI.

Wij kunnen niet anders, zo zegt het gezond verstand, anders vallen we op helemaal niets terug. Wij moeten voorkomen dat het nog erger wordt.

De burgers maken zich zorgen over de gang van zaken bij de banken, want er lijkt niets veranderd te zijn. Sommigen stellen zelfs een 'run on the bank' voor. Dat is zeker niet de oplossing, maar het bewijst wel dat de burgers het beu zijn dat overal ter wereld en vooral in Afrika kinderen sterven door het systeem van de speculaties, een systeem dat wij nog altijd toelaten en waarvan we in het voorjaar niet de moed hadden het ten gronde te bestrijden. Wij hebben ons toen beperkt tot symptoombestrijding en zelfs dat brengen wij niet tot een goed einde. Er is helemaal niets veranderd.

Wij reageren ook al te gemakkelijk op de onrust van de burgers met het argument dat de banken zich nog aan het herstellen zijn en dat we geen domme dingen mogen doen. Waar is de *sense of urgency*? We weten toch wat de concrete gevolgen zijn van speculaties, niet alleen voor ons land, maar wereldwijd?

01.04 Herman De Croo (Open Vld): Het gaat hier over een kortstondige verlenging waaraan we helaas niet kunnen voorbijgaan, maar waarvan het belang of de reikwijdte nu ook weer niet mag overdreven worden.

01.05 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): We hebben nagelaten te doen wat we moesten doen. Wij hebben daar als oppositie heel erg op gehamerd, maar tevergeefs. Nu kunnen we niet anders dan de verlenging goedkeuren. Dit is een dieptepunt voor het Parlement dat de regering van lopende zaken nauwelijks kan controleren.

01.06 Patrick Dewael (Open Vld): Sinds de verkiezingen in juni wacht het hele land op de vorming van een regering. De partij van mevrouw Almaci neemt deel aan de onderhandelingen. Zij zegt dat er een *sense of urgency* is, een dringende noodzaak, om een regering te vormen. Wij vinden dat ook. Wat houdt haar tegen om naartig te onderhandelen en zo snel mogelijk een regering te vormen?

01.07 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Wij onderhandelen niet mee over de vorming van een regering, wij zoeken mee naar een oplossing voor de communautaire patstelling. De meerderheid had de wetsvoorstellen die waren ingediend perfect op de agenda kunnen zetten, maar gaf de voorkeur aan een overbodige tussenoplossing.

01.08 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Mevrouw Almaci zegt dat zij onderhandelt over de institutionele problemen. Vandaag lees ik in de krant dat er een tweede werf geopend wordt over asiel en migratie. Wat houdt haar tegen om een derde werf te openen over de banksector?

01.09 Patrick Dewael (Open Vld): Open Vld heeft de verkiezingen niet gewonnen en daaruit trekken wij democratische conclusies. Of dat ook geldt voor de groenen, is mij niet duidelijk. Ecolo verloor de helft van haar kiezers, maar zit wel aan de onderhandelingsstafel. Bovendien hebben wij altijd aangeboden om te helpen om het communautaire dossier te deblokken, maar wij zijn geen kandidaat om te regeren. Wij staan dus niet aan de zijlijn, maar men vindt blijkbaar dat wij geen enkele meerwaarde kunnen leveren. Blijkbaar onderhandelt Ecolo-Groen! enkel over de staatshervorming. De heer Deleuze bevestigt dat, en dat wil zeggen dat de regeringsvorming nog maar een zaak is van vijf partijen.

(Frans) Dat betekent dat u geen kandidaat bent voor regeringsdeelname, mijnheer Deleuze! U wil alleen mee proberen de onderhandelingen over de staatshervorming weer vlot te trekken.

01.10 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): Volgens de heer Dewael kan een partij 50 procent van de stemmen verliezen en toch met evenveel volksvertegenwoordigers in het Parlement blijven zetelen? Dat moet hij mij eens uitleggen!

De groenen praten mee om te zoeken naar een tweederdemeerderheid met het oog op een hervorming van de Belgische instellingen.

01.11 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): De heer Dewael verwacht me met de premier, de formateur, de informateur of de bemiddelaar. Wij werken constructief mee, zoals we altijd al hebben gedaan. Dat neemt niet weg dat wij mogen protesteren tegen dit ontwerp dat een vehikel in stand houdt dat overbodig is. We moeten een verlenging goedkeuren omdat de regering niets gedaan heeft. Het is intriest dat we iets moeten verlengen omdat er geen alternatief is.

Ik begrijp dat de heer Dewael het daar moeilijk mee heeft, maar ik hoop dat hij mee de boodschap wil uitdragen dat het genoeg is geweest. Speculanten keren zich tegen eender wie. We hadden dat al lang kunnen aanpakken en dat is mijn enige boodschap van vandaag. (*Applaus bij Ecolo-Groen!*)

01.12 Joseph George (cdH): De recente financiële crisis was een van de ergste van de afgelopen vijftig jaar. We hebben er onder meer uit geleerd dat het toezichts- en reguleringssysteem zowel op het Belgische als het Europese niveau moest worden herbekeken. De regering heeft dus een *twin peaks*-model uitgewerkt, waarbij het toezicht op onze systeemrelevante instellingen wordt aangescherpt en aan de Nationale Bank wordt overgedragen.

Er werd gezorgd voor een overgangsmaatregel: de oprichting van een Comité voor systeemrisico's en systeemrelevante financiële instellingen (CSRSFI), dat tot december actief zou zijn. Ons wetsvoorstel strekt ertoe die periode te verlengen tot maart, want het systeem omturnen is een hele klus, die niet van vandaag op morgen rond zal zijn.

Het financiewezen moet ten dienste van de economie blijven staan.

Speculanten worden gedreven door hebzucht. Op de G20-top werd besloten het toezicht op de investeringsfondsen te verscherpen, maar er is nog niets concreets uit de bus gekomen. Er zou een verplichte Europese machtiging voor fondsbeheerders in de maak zijn. Ook het shorten (ongedekt verkopen) zal moeten worden aangepakt, en er zullen maatregelen moeten worden genomen op het stuk van de transacties.

Ook het governance-model van onze financiële instellingen is aan herziening toe.

Tot slot moet men rekening houden met de evolutie van de geesten. Sommigen hebben ons doen geloven dat we het zonder de overheden konden stellen en dat de markten zichzelf konden reguleren. Het zijn echter de overheden die hebben moeten ingrijpen om die crisis te overwinnen!

We hebben nog een lange weg af te leggen. De goedkeuring van dit wetsvoorstel is evenwel onontbeerlijk. Net als in alle andere sectoren kunnen we in de financiële sector niet zonder regels en scheidsrechters. (*Applaus*)

01.13 Hendrik Bogaert (CD&V): Wij zullen dit ontwerp steunen. Het past in de logica van de beslissing om competenties over te dragen van de CBFA naar de Nationale Bank. Tijdens de bankencrisis bleek namelijk dat de informatie tussen die twee instellingen versnipperd was en dat men cruciale elementen niet kende. Daarom was het logisch om bevoegdheden te centraliseren bij de Centrale Bank. In één stap bleek dat niet mogelijk, vandaar dat de bevoegdheden nog steeds bij het CSRSFI blijven.

Ik deel de mening van mevrouw Almaci dat het te lang duurt. We staan met onze financiële architectuur helemaal niet waar we moeten staan en we zijn in het Europese peloton van de kop naar de staart gezakt. We kunnen daarom niet veel meer doen dan tijd winnen. Het is jammer, maar als de PS en de MR geen conflict hadden gehad over een benoeming, dan was dat niet gebeurd. Wij drukken onze spijt uit dat het niet sneller gaat. (*Applaus bij CD&V*)

01.14 Hans Bonte (sp.a): Dat was een treurig discours voor een spreker uit de meerderheid. Het toezicht in ons land is bij het slechtste van Europa. De essentie is niet wie de banken controleert, maar hoe ze gecontroleerd worden. Het is erg dat we twee jaar na het uitbreken van de financiële crisis nog nergens staan. Dat is een verantwoordelijkheid van de regering, die het blijkbaar van een benoeming laat afhangen.

De financiële crisis heeft de Belg 20 miljard euro gekost en dat is ongeveer wat de volgende regering zal moeten besparen.

01.15 Hendrik Bogaert (CD&V): Het klopt dat er uit de collectieve middelen 20 miljard euro in de banken geïnvesteerd is. Dat mogen we echter niet beschouwen als verloren geld. De bedoeling is dat het terugkomt. Het was een goede investering.

01.16 Hans Bonte (sp.a): Wij hebben voor andere ingrepen gepleit, maar dat bedrag is inderdaad niet weg. Het bedrag is van dezelfde grootteorde als het bedrag dat de volgende regering moet saneren.

Gisteren heeft een rechter Citibank veroordeeld voor het misleiden van klanten. Daarmee veroordeelt hij niet alleen de bank, maar ook het falen van het toezicht op de banken.

We hebben instrumenten om consumenten te beschermen tegen misleidende reclame. De Economische Inspectie heeft in deze rechtszaak schitterend werk geleverd, maar de CBFA heeft als waakhond niets gedaan. Ik heb bij herhaling gewezen op de mogelijkheden die de CBFA heeft om op te treden, want er zijn onder meer inbreuken op de handelswet vastgesteld. Het is nu ook in de rechtbanken duidelijk geworden dat ons banktoezicht heeft gefaald. Het is bijzonder ergerlijk dat we hier de regering een uitstel moeten geven om de zaken min of meer op orde te krijgen.

01.17 Patrick Dewael (Open Vld): Het is te kort door de bocht als de heer Bonte zegt dat de besparingsoperatie van 20 miljard voor de regering van lopende zaken enkel en alleen het gevolg zou zijn van de redding van de banken. De inbreng in de banken was op dat ogenblik levensnoodzakelijk. Er was een breed maatschappelijk en politiek draagvlak voor. Men moet eens kijken wat er in andere landen is gebeurd en welke gevolgen dat in die landen heeft op de publieke financiën: Griekenland, Portugal en Spanje...allemaal landen die bestuurd worden door socialistische geestesgenoten van de heer Bonte. Inzake de redding van de banken heeft de regering gedaan wat moest. En de komende budgettaire saneringsoperatie is veel complexer dan dat.

01.18 Hans Bonte (sp.a): De heer Dewael moet wel goed luisteren. Ik heb daarnet al aan de heer Bogaert toegegeven dat er geen verband bestaat met de 20 miljard die de overheid in de banken gestopt heeft.

Dan is er nog de kwestie van de politieke verantwoordelijkheden. We hebben hier en ook vanuit de Economische Inspectie – de diensten van minister Van Quickenborne – bij herhaling gewezen op de misleiding door Citibank van haar cliënten. Wat belet dan de CBFA om haar verantwoordelijkheid op te nemen nu Citibank effectief veroordeeld is?

Het is toch merkwaardig dat de regering weigert om zich burgerlijke partij te stellen, terwijl Citibank al voor de derde keer op rij voor de rechter is verschenen.

We hebben de voorbije maanden enkele keren van gedachte gewisseld met de minister van Justitie over het belang van groepsvorderingen, de zogenaamde *class actions*. De minister zei – net als de ministers van Consumentenzaken en Ondernemen – dat hij dit zou proberen rond te krijgen vooraleer de rechtszaak rond was. Het engagement van de regering was dat elke spaarder op de steun van de federale regering zou kunnen rekenen. De regering zou er borg voor staan dat geen enkele spaarcent verloren ging. Gisteren is Citibank veroordeeld: 63 burgerlijke partijen zijn in het gelijk gesteld, maar die 4.037 anderen hebben zich moeten neerleggen bij een dadingovereenkomst waardoor zij strandden op 65 procent van de ingelegde spaarmiddelen.

01.19 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Een dading sluit je toch altijd met twee?

01.20 Hans Bonte (sp.a): Ja, maar de mensen die hun spaarmiddelen in producten van Lehman Brothers hebben gestopt, moesten binnen de 24 uur beslissen over het aanbod van een dadingovereenkomst ten belope van 65 procent. Het overgrote deel heeft dan ook eieren voor zijn geld gekozen, ook omdat de federale regering zich niet ten volle achter de eis van de inspectiediensten heeft geschaard. Dat neem ik de regering kwalijk.

01.21 Raf Terwingen (CD&V): Ik heb een aantal partijen bijgestaan bij de dading. Die mensen hebben daarvoor heel bewust gekozen. Het is plat populisme om te zeggen dat ze daarvoor kozen omdat de regering in gebreke bleef. (*Applaus bij CD&V en Open Vld*)

01.22 Hans Bonte (sp.a): Plat populisme, dat is een premier die in volle financieringscrisis komt zeggen dat hij zelf misleid is door Citibank en dat hij ervoor zal zorgen dat elke spaarder de centen die hij of zij in die producten heeft gestopt, zal terugkrijgen! Minister Reynders sprak over het engagement om de CBFA te belasten met een grondig onderzoek, maar ik heb geen enkel optreden van de CBFA gezien. Het engagement van de ministers van Justitie en Ondernemen voor een groepsvordering werd evenmin hard gemaakt, omdat de regering geen overeenstemming vond over de precieze formule.

Als Citibank nog enig respect heeft voor de rechtsstaat en haar gedupeerde klanten, zou zij zelf de supplementaire schadevergoeding betalen aan de mensen die een dading hebben afgesloten. (*Applaus bij sp.a*)

01.23 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Ik ben teleurgesteld in die woorden, want hier zijn eigenlijk eerder felicitaties op hun plaats. België is het enige land waar Citibank voor de rechter is gebracht en waarin er na een jaar een uitspraak is gekomen. Het is onaanvaardbaar dat de heer Bonte in deze zaak op kap van mensen die al genoeg hebben geleden, kiest voor de weg van het populisme. (*Applaus bij Open Vld*)

01.24 Hans Bonte (sp.a): Ik heb in dit dossier het allergrootste respect voor de Economische Inspectie. Ik begrijp echter niet waarom de CBFA niet optreedt als de Economische Inspectie voor de derde keer haar gelijk haalt. Mevrouw Rutten moet de premier interpellieren om deze kwestie absoluut op Europees niveau aan te kaarten. De Lehman Brothers-producten zijn immers op net dezelfde manier in onder meer Spanje, Duitsland en Groot-Brittannië aan de man gebracht.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (477/3)

Het wetsvoorstel telt 5 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 5 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

02 Comité P - Benoeming van de plaatsvervangende leden - Ingediende kandidaturen

Overeenkomstig de beslissing van de plenaire vergadering van 14 oktober 2010 werd in het *Belgisch Staatsblad* van 27 oktober 2010 een oproep tot kandidaatstelling bekendgemaakt voor de benoeming van de plaatsvervangende leden van het Comité P.

De wet voorziet in twee plaatsvervangende leden per werkend lid. Aangezien er vijf werkende leden zijn, betekent dit dat er tien plaatsvervangende leden moeten worden benoemd. Per werkend lid dient de Kamer een eerste en een tweede plaatsvervanger te benoemen.

De plaatsvervangers worden benoemd voor een vernieuwbare termijn van zes jaar die begint te lopen vanaf de eedaflegging van het lid van wie ze de plaatsvervanging verzekeren.

Het werkend lid wiens mandaat een einde neemt vóór het verstrijken van de termijn van zes jaar wordt voor een nieuwe termijn van zes jaar vervangen door zijn eerste plaatsvervanger, en indien deze daaraan verzaakt, door zijn tweede plaatsvervanger.

De kandidaturen dienden uiterlijk op woensdag 10 november 2010 te worden ingediend.

De volgende kandidaturen werden binnen de voorgeschreven termijn ingediend:

Nederlandstalige kandidaten:

- de heer Koenraad Dassen, adjunct-vertegenwoordiger bij de Belgische delegatie bij het Politiek en Veiligheidscomité;
- de heer Peter De Smet, vast lid van het Vast Comité van toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten;
- mevrouw Johanna Erard, substituut-procureur-generaal bij het hof van beroep te Gent;
- de heer Yves Keppens, procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Veurne;
- de heer Christian Lambin, hoofdcommissaris van politie;
- mevrouw Marleen Nuyts, federaal magistraat;
- mevrouw Dominique Reyniers, eerste substituut-procureur des Konings te Antwerpen;
- de heer Dirk Van Der Kelen, voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Franstalige kandidaten:

- de heer Antonio Caci, voorzitter van het strategisch comité van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle;
- de heer Stéphane Davreux, regionaal directeur Justitiehuisen;
- de heer Serge Lipszyc, procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Aarlen;
- de heer Olivier Mazy, personeelslid van het Comité P;
- de heer Philippe Meire, federaal magistraat.

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 1 december 2010 stel ik u voor tot de stemmingen met het oog op de aanstelling van de plaatsvervangende leden van het Vast Comité van toezicht op de politiediensten in de loop van de plenaire vergadering van donderdag 16 december 2010 over te gaan.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

Het curriculum vitae van de kandidaten zal aan de politieke fracties worden bezorgd.

03 Intrekking van een wetsvoorstel

Mevrouw Sarah Smeyers, de heer Siegfried Bracke, de dames Kristien Van Vaerenbergh en Sophie De Wit en de heer Theo Francken delen mede dat zij hun wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat het schijnpartnerschap betreft (nr. 725/1) intrekken.

04 Inoverwegingneming van voorstellen

In de laatst rondgedeelde agenda komt een lijst van voorstellen voor waarvan de inoverwegingneming is gevraagd.

Indien er geen bezwaar is, beschouw ik deze als aangenomen; overeenkomstig het Reglement worden die voorstellen naar de bevoegde commissies verzonden.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

Ik stel u ook voor in overweging te nemen:

- het wetsvoorstel van de heer André Frédéric, de dames Karine Lalieux en Linda Musin, de heren Thierry Giet en Rachid Madrane en de dames Valérie Déom en Özlem Özen tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit (nr. 742/1);
- het wetsvoorstel van de dames Sabien Lahaye-Battheu en Carina Van Cauter en de heer Patrick Dewael tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de persoonlijke verschijning en de poging tot verzoening bij echtscheiding betreft (nr. 756/1).

Verzonden naar de commissie voor de Justitie;

- het wetsvoorstel van de dames Maya Detiège en Myriam Vanlerberghe, de heer Hans Bonte, mevrouw Ann Vanheste en de heer Bruno Tobback ter veralgemening van de derdebetalersregeling (nr. 746/1);
- het wetsvoorstel van mevrouw Sonja Becq, de heer Stefaan Vercamer en mevrouw Nahima Lanjri

houdende de invoering van een volwaardig specifiek werknemersstatuut voor aangesloten onthaalouders (nr. 751/1).

Verzonden naar de commissie voor de Sociale Zaken;

- het wetsvoorstel van de heer Thierry Giet, de dames Catherine Fonck en Özlem Özen, de heer Rachid Madrane, mevrouw Valérie Déom en de heer Yvan Mayeur tot wijziging, wat de dwangsommen betreft, van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen (nr. 755/1).

Verzonden naar de commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing;

- het wetsvoorstel van mevrouw Catherine Fonck en de heer Christian Brotcorne betreffende de uitoefening van de vrijheid van gaan en staan op de openbare weg (nr. 754/1);

- het wetsvoorstel van de heer Denis Ducarme, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Marie-Christine Marghem en de heer Damien Thiéry tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, teneinde de voorwaarden inzake gezinshereniging te wijzigen voor de onderdanen van landen die geen lid zijn van de Europese Unie (nr. 757/1).

Verzonden naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

Naamstemming

05 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 juli 2010 tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, en houdende diverse bepalingen (477/3)

<i>(Stemming/vote 1)</i>		
Ja	94	Oui
Nee	11	Non
Onthoudingen	23	Abstentions
Totaal	128	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

(Mevrouw Sarah Smeyers heeft ja gestemd)

De vergadering wordt gesloten om 15.22 uur. De Kamer gaat tot nadere bijeenroeping uiteen.